

Villes à bout de souffle : la pollution atmosphérique, une crise nationale

La pollution atmosphérique mortelle en Iran est une crise nationale causée par l'utilisation de combustibles polluants, la faiblesse des mesures coercitives et des sanctions, qui impose une taxe économique cachée et aggrave les inégalités sociales et spatiales.

Ces dernières semaines, un air épais et toxique a plongé non seulement Téhéran, mais aussi de nombreuses villes iraniennes dans une situation d'urgence sanitaire persistante. Dans la seule capitale, le chef des services d'urgence de Téhéran rapporte qu'au cours des huit derniers jours, 31% de toutes les interventions étaient directement liées à la pollution atmosphérique, et 357 décès ont été enregistrés pendant cette période – un chiffre auquel la pollution aurait contribué.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg national. Selon le ministère de la Santé, au cours de l'année persane 1402 (mars 2023-mars 2024), la pollution atmosphérique a causé 30 692 décès prématurés dans 57 villes totalisant une population d'environ 48 millions d'habitant·es. Parmi ceux-ci, environ 6 939 sont survenus à Téhéran. Il ne s'agit plus d'une série de « mauvais jours pour la qualité de l'air » au niveau local, mais d'une crise systémique à l'échelle nationale qui touche la respiration, la santé et les moyens de subsistance.

Pourquoi la vague actuelle est-elle si intense ?

Plusieurs facteurs à court terme se sont combinés dans différentes régions :

- Un temps automnal stable et des inversions de température qui piègent les polluants au-dessus de bassins tels que Téhéran, Karaj et Qazvin.
- L'absence de précipitations efficaces dans de nombreuses provinces.
- Une hausse saisonnière de la demande en énergie, qui se heurte à des pénuries chroniques de gaz et pousse les centrales électriques à utiliser les combustibles les plus polluants : le fioul lourd (mazout) et le diesel hautement contaminé.
- La propagation simultanée de la grippe saisonnière, qui rend les poumons plus vulnérables à ce même mélange toxique.

Il en résulte une carte des villes en rouge et orange : dans le Khuzestan, par exemple, au moins sept villes – dont Ahvaz, Susangerd, Hoveyzeh et Mahshahr – ont récemment été classées comme « malsaines pour tous les groupes », et huit autres dans la catégorie « malsaines pour les groupes sensibles ». Dans une grande partie du pays, la fermeture des écoles et

des universités, le passage à l'enseignement en ligne et la diffusion d'alertes fragmentées sont devenus presque une routine.

Derrière le brouillard grisâtre urbain [smog] : un régime énergétique polluant et une protection inégale

La gravité de la crise n'est pas d'ordre météorologique, mais politique et infrastructurel. Les données officielles montrent à quel point le problème du carburant est devenu extrême :

- À la centrale électrique de Rey, au sud de Téhéran, un échantillon de carburant prélevé récemment a révélé une teneur en soufre dans le diesel plus de 120 fois supérieure à la norme (6 012 mg/kg).
- À la centrale électrique de Rajaee, près de Qazvin, du mazout contenant 29 612 mg/kg de soufre a été brûlé, soit 592 fois la norme.
- À Montazere-Ghaem, près de Karaj, du mazout et du diesel contenant 6 752 mg/kg de soufre ont été utilisés, soit environ 135 fois la limite.
- Les centrales électriques de Parand et Pakdasht ont également brûlé du diesel dont la teneur en soufre était de 10 à 133 fois supérieure à la limite autorisée.

Les autorités affirment que « les centrales électriques autour de Téhéran ne brûlent pas de mazout », mais les mesures effectuées par le ministère de l'Environnement montrent que même ce qui est officiellement étiqueté « diesel » est, en pratique, un combustible à haute teneur en soufre et hautement toxique dont l'effet sur la qualité de l'air rivalise avec celui du mazout.

Cela s'inscrit dans une tendance nationale plus large. Au moins 15 centrales électriques à travers l'Iran peuvent brûler du mazout, et des rapports récents montrent que la consommation quotidienne de mazout dépasse 21 millions de litres, avec une capacité pouvant atteindre 43 millions. Les ceintures industrielles autour de villes comme Arak, Qazvin, Karaj, Rey et certaines parties du Khuzestan forment des corridors hyperpollués où les raffineries, les cimenteries, les unités pétrochimiques et les anciennes centrales électriques côtoient les quartiers résidentiels. Dans certains endroits, comme Kahrizak, au sud de Téhéran, il n'y a même pas une seule station de surveillance pour enregistrer ce que les habitant·es sont contraint·es de respirer.

Sur le papier, la loi de 2017 sur la qualité de l'air visait précisément à mettre fin à cette situation. Dans la pratique, un examen parlementaire a révélé que 22 de ses clauses étaient mal appliquées, 17 partiellement et seulement 17 à un niveau acceptable, en contradiction flagrante avec l'article 50 de la Constitution, qui qualifie la protection de l'environnement de devoir public.

La « taxe cachée » sur les villes et les populations

La pollution atmosphérique n'est pas seulement un problème environnemental : c'est une crise économique, sociale et politique à

plusieurs niveaux. D'après les estimations nationales et internationales, l'Iran perd chaque année au moins 5,3% de son PIB à cause de la pollution atmosphérique, soit environ 23 milliards de dollars. Cette « taxe cachée » est prélevée de plusieurs manières :

- Décès prématurés : des dizaines de milliers de personnes meurent avant l'heure, raccourcissant leurs années productives et laissant un vide dans leurs familles et leurs communautés.
- Baisse de la productivité du travail : dans des centres urbains comme Téhéran, Karaj, Ispahan ou Ahvaz, le brouillard grisâtre urbain (smog) chronique entraîne une augmentation des arrêts maladie, de la fatigue, une baisse de la concentration et une augmentation des erreurs dans des secteurs censés stimuler la croissance.
- Érosion du capital humain futur : les enfants des quartiers défavorisés, souvent situés à proximité des zones industrielles et des autoroutes, grandissent exposés à des particules toxiques à la maison et à l'école. Cela affecte le développement pulmonaire, les performances cognitives et les résultats scolaires, renforçant ainsi les inégalités entre les générations.
- Environnement commercial hostile et fuite des cerveaux : les villes où respirer représente un risque quotidien pour la santé deviennent moins attrayantes pour les investissements et les projets de vie à long terme, ce qui pousse les travailleurs/travailleuses qualifié·es et les capitaux à s'en aller.

Les sanctions internationales ont amplifié ce cercle vicieux en retardant la modernisation des raffineries, en poussant l'État vers l'essence pétrochimique et les carburants à haute teneur en soufre, et en bloquant le renouvellement normal du parc automobile. Mais les sanctions n'expliquent pas pourquoi les options les plus polluantes sont choisies et maintenues, ni pourquoi les lois ne sont pas appliquées. Il s'agit là de choix politiques nationaux.

Ce qu'un État responsable ferait

1 Mesures d'urgence nationales immédiates

- Suspendre l'utilisation de combustibles à haute teneur en soufre (mazout et diesel ultra-polluant) dans les centrales électriques et les grandes industries situées dans ou à proximité des zones urbaines, en commençant par les zones les plus touchées à Téhéran-Rey, Karaj, Qazvin, Arak et Khuzestan.
- Rendre publiques les données relatives à la qualité des combustibles et aux émissions au niveau des usines, mises à jour quotidiennement.
- Mettre en œuvre des fermetures ciblées et limitées dans le temps des écoles, des bureaux et des grands pollueurs les jours jugés « malsains pour tous et toutes », accompagnées d'un soutien réel au travail et à l'enseignement à distance.
- Étendre et redistribuer les services de santé d'urgence vers les zones les plus polluées et les plus mal desservies, y compris les quartiers informels en périphérie des villes, plutôt que vers les seuls quartiers centraux.

- Installer des stations de surveillance de la qualité de l'air dans les zones « invisibles » sacrifiées comme Kahrizak et les périphéries industrielles polluées, afin que leur réalité ne puisse être effacée des statistiques officielles.

2 Changements structurels dans toutes les villes, pas seulement dans la capitale

- Appliquer la loi sur la qualité de l'air à l'échelle nationale : éliminer progressivement le mazout, normaliser la qualité des carburants, moderniser les raffineries et les normes d'émission des véhicules, et mettre fin à la production et à la circulation des véhicules obsolètes à forte consommation et des motos à carburateur.
- Investir massivement dans des transports publics propres et abordables dans toutes les grandes régions urbaines, et pas seulement à Téhéran, qu'il s'agisse du métro, du BRT, des bus électriques ou des trains de banlieue.
- Planifier la délocalisation progressive et la modernisation technologique des industries les plus polluantes loin des zones résidentielles densément peuplées, avec des garanties contraignantes que les travailleurs/travailleuses ne paieront pas le prix de la transition.
- Recourir à des exemptions humanitaires dans le cadre des sanctions afin d'obtenir une coopération technique et un financement internationaux pour l'amélioration de la qualité de l'air par le biais des Nations unies et des mécanismes de développement vert.

3 De la résilience individuelle à la pression collective

Les masques, les purificateurs d'air et le confinement à domicile sont devenus des stratégies de survie pour celles et ceux qui peuvent se les offrir, mais ils ne peuvent remplacer un changement structurel. Ce qui peut commencer à briser le cycle, c'est de considérer la qualité de l'air comme une exigence politique et sociale centrale dans toutes les villes touchées :

- Exiger une transparence et une responsabilité totales de la part des centrales électriques, des raffineries et des complexes industriels, de Rey et Arak à Qazvin et Ahvaz.
- Relier les expériences fragmentées – parent·es d'enfants malades, travailleurs /travailleuses dans des usines polluantes, habitants·e des banlieues industrielles – dans le cadre de campagnes soutenues contre la combustion de mazout et de combustibles toxiques.
- Refuser le discours selon lequel la pollution atmosphérique est un problème saisonnier « naturel » ou un simple sous-produit des sanctions et du « développement », et insister sur le fait qu'elle est le résultat de décisions concrètes et réversibles.

La vague actuelle de brouillard grisâtre urbain (smog) montre que la crise de la pollution atmosphérique en Iran n'est pas « un problème propre à Téhéran », mais un régime national d'inégalité toxique : certain·es respirent et se déplacent en toute sécurité, d'autres le paient de leurs

poumons, de leur cœur et de leur avenir. Lutter pour un air pur à Téhéran, Ahvaz, Qazvin, Karaj ou Mashhad, c'est remettre en question un modèle énergétique et urbain qui a fait du simple fait de respirer une question stratifiée et profondément politique.

<https://en.radiozamaneh.com/37518/>

Traduit par DE

En complément possible

Siyavash Shahabi : Dette hydrique et pénurie d'eau : l'économie politique de la crise agricole en Iran

Le rationnement de l'eau à Téhéran : de la crise climatique aux inégalités sociales et à l'échec de la gouvernance

Ispahan en crise : quand le cœur de l'Iran s'assèche

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2025/09/25/dette-hydrique-et-penurie-deau-leconomie-politique-de-la-crise-agricole-en-iran/>